

Une politique agricole mal orientée

Ce n'est pas le rythme mais la direction qui pose problème

La loi sur l'agriculture a passé la rampe du Conseil national à une courte majorité. Certains se réjouissent des modifications apportées à la PA 2011 alors que d'autres, dont Uniterre, ont le sentiment que les parlementaires sont passés une fois de plus à côté du sujet. Il est vrai que les dés sont bien souvent jetés avant que la loi ne passe en plénière; on assiste alors surtout à un match gauche-droite plutôt décevant qui se résume à qui gagnera un vote sur une proposition de minorité, qui augmentera le budget et qui supprimera quelques aides par ci par là. Le «combat» a donc essentiellement tourné autour du rythme de la réforme plutôt que sur son orientation. Ce n'est pas la première fois qu'on vit, lors des débats agricoles, des situations paradoxales: d'une part la droite appelle à plus de soutiens de l'Etat et demande pour l'agriculture ce qu'elle refuse systématiquement aux autres secteurs et d'autre part, la gauche implore plus de marché, de concurrence et de libéralisme. L'agriculture se trouve prise en otage de débats techniques et stériles qui passent complètement à côté du débat de fond sur l'avenir et le rôle de notre agriculture. A quelques exceptions près, et pour des raisons très diverses, les partis se sont affrontés de manière relativement «monolithique». Heureusement, le tableau n'est pas complètement noir et nous avons pu apprécier, ici et là, les prises de position de certain-e-s député-e-s essentiellement romand-e-s qui ont su ne pas suivre les mots d'ordre de leurs partis: à gauche en ne cherchant pas à sacrifier systématiquement l'agriculture sur l'autel du libre-marché et à droite en ne soutenant pas certaines propositions démagogiques. Comme nous avons déjà pu le constater auprès des consommateurs, des syndicats ouvriers ou parmi les ONG, les représentant-e-s romand-e-s se positionnent de manière moins dogmatique que leurs collègues d'outre-Sarine. Nous pouvons estimer que le travail de sensibilisation d'Uniterre commence lentement à porter ses fruits. Le revers de la médaille c'est qu'un travail similaire semble faire défaut en Suisse allemande et qu'il faudra donc y remédier. Autre aspect désolant de ces débats: les partis politiques toujours prompts à récupérer à leur propre compte - et souvent à dénaturer - le concept de «souveraineté alimentaire», semblent l'avoir oublié au vestiaire du Palais fédéral. Lorsqu'il a fallu voter son intégration dans la loi sur l'agriculture, la proposition a été acceptée par 14 député-e-s... contre 145. Pourtant, de nombreuses organisations paysannes et de consommateurs l'avaient appelée de leurs vœux lors de la consultation fin 2005. Nous aimerions savoir si les partis qui disent soutenir ce concept dans leur programme politique, et les députés notamment agricoles qui se gargarisent depuis quelques temps de ce terme, étaient à leur affaire lors du vote? Il semble que la Suisse soit plus frileuse que le Mali, le Venezuela ou le Népal qui ont déjà intégré ou vous introduire ce concept dans leur Constitution. Trois options s'offrent aujourd'hui à nous: s'accommoder de la réforme de PA 2011 et chercher à en arrondir les angles par le biais des ordonnances. Prendre une position défensive et lancer un ou plusieurs référendums dès cet été. Prendre une position prospective et lancer une initiative populaire pour préparer le terrain de PA 2015... ou 2019. Les débats sont ouverts!